

Revue HISTOIRE(S) de l'Amérique latine

« PATRIMOINE(S) EN ÉQUATEUR : POLITIQUES CULTURELLES ET POLITIQUES DE CONSERVATION »

Revue HISTOIRE(S) de l'Amérique latine - « Patrimoine(s) en Équateur : Politiques culturelles et politiques de conservation » - David MACÍAS BARRES, Alexis MEDINA, Emmanuelle SINARDET



David
Alexis
Emmanuelle

MACÍAS

BARRES
MEDINA
SINARDET

Centre d'études équatoriennes (CRIIA – EA 369)
Université Paris Nanterre

Le dossier thématique « Patrimoine(s) en Équateur : politiques culturelles et politiques de conservation » de la revue HISTOIRE(S) de l'Amérique latine est le fruit d'une réflexion collective qui s'est efforcée de privilégier une approche pluridisciplinaire, pour prendre la mesure de l'impact des réformes culturelles à caractère patrimonial menées en Équateur depuis le 19^e siècle et, notamment, la rupture que signifie en la matière la récente Constitution de 2008. La relation au(x) patrimoine(s) ne va pas de soi en Équateur, le patrimoine y étant sujet à constantes redéfinitions. La notion de patrimoine, en effet, renvoie à ce qui est perçu par un groupe comme son héritage historique, un héritage à préserver et à transmettre aux générations futures, mais ce dernier prend des sens et des valeurs fort différentes selon les groupes – et les intérêts – qui les formulent. Très tôt, l'Équateur associe le patrimoine national au patrimoine culturel, qui recouvre les biens culturels matériels, comme le patrimoine architectural – le classement au patrimoine mondial de l'humanité de la ville coloniale de Quito est à ce titre emblématique –, et les biens culturels immatériels, comme le patrimoine linguistique. Plus récemment, la notion de patrimoine renvoie également au patrimoine naturel, lequel, comme le patrimoine culturel, est défini comme un bien commun à léguer aux générations futures. Aujourd'hui, les récentes réformes promues par le gouvernement de Rafael Correa, élu en 2006, notamment à l'issue de la nouvelle Constitution de 2008, tendent à faire évoluer de nouveau la conception du patrimoine, tant dans la définition de celui-ci que dans les modalités de sa conservation et de sa transmission. Ce sont ces évolutions que le dossier tente d'appréhender, en croisant les points de vue d'historiens, géographes, linguistes, sociologues, anthropologues et conservateurs de musée. Partant de l'hypothèse qu'il existerait un « avant » et un « après » la Constitution de 2008 en matière de politiques culturelles patrimoniales, le Centre d'études équatoriennes de l'Université Paris Nanterre - La Défense a organisé, les 21 et 22 mars, sur le campus de Nanterre, le colloque international « Patrimoine(s) en Équateur : politiques culturelles et politiques de conservation ». Le colloque a reçu l'appui de plusieurs entités de l'Université Paris Nanterre : du CRIIA (Centre de recherche ibérique et ibéro-américaine) de l'Équipe d'Accueil 369, de l'École doctorale Lettres, langues, Spectacles (ED 138) et de l'UFR LCE. Il a également reçu le soutien de l'Ambassade de l'Équateur en France et de la Délégation de l'Équateur auprès de l'Unesco, ainsi que l'aide précieuse de l'Institut français des études andines (IFEA). Le présent dossier thématique d'HISTOIRE(S) de l'Amérique latine présente une sélection des travaux présentés à cette occasion, et se penche sur les relations au(x) patrimoine(s) en Équateur, alors que la Constitution de 2008 en fait un enjeu clé d'une « révolution culturelle », en élargissant la définition même de la notion de patrimoine pour l'articuler au Sumak Kawsay ou Buen Vivir (Bien vivre), concept politique au cœur du nouveau projet de construction nationale. L'Équateur n'est pas le seul pays à accorder, depuis son Indépendance, de nouvelles acceptions à la notion de patrimoine, patrimoines immatériels ou patrimoines naturels, par exemple, comme le montrent les travaux rassemblés ici ; mais, au 21^e siècle, il entend placer le patrimoine au cœur d'un projet qui dépasse le seul cadre des politiques de conservation, dont l'initiative originale Yasuní-ITT marque d'ailleurs un tournant. Il existerait donc une forme de « parcours patrimonial » originale en Équateur, parcours dont ce dossier thématique d'HISTOIRE(S) de l'Amérique latine propose de retracer les principales étapes avant de s'attarder, à la lumière d'études de cas, sur les bouleversements récents qui montrent la rupture historique en train de se jouer.

